



1. Les enjeux

L'énergie est nécessaire à la vie. Pendant la majeure partie de l'histoire de l'humanité, les sources d'énergie exploitées étaient renouvelables. Le soleil fournissait le plus gros des services thermiques, dans l'habitat notamment. La révolution industrielle s'est caractérisée par un recours massif aux énergies fossiles : le secteur des transports en dépend à 97 %. En France, l'énergie consommée provient à 4 % du bois, 7 % du charbon, 47 % des produits pétroliers, 20 % du gaz, 15 % du nucléaire, 7 % de l'hydraulique et des autres renouvelables. Cette énergie sert pour les activités agricoles (2 %), l'eau chaude et le chauffage des bâtiments (33 %), la cuisson des aliments (2 %), les usages électriques (éclairage, ordinateurs... – 8 %), la chaleur pour l'industrie (16 %), la fabrication d'électricité pour l'industrie (8 %), les transports (31 %).

Inégalité de l'accès aux énergies

Le bois de feu et l'énergie animale représentent aujourd'hui 10 % de l'énergie consommée sur la planète ; ils permettent d'assurer les besoins élémentaires d'un tiers de la population mondiale, mais leur potentiel reste limité et leur emploi peut menacer la santé (fumée du bois...). L'usage des combustibles fossiles ne bénéficie qu'à une minorité : 20 % des Terriens consomment 60 % du total, avec des écarts individuels bien supérieurs.

Monde industrialisé : la fin de l'énergie bon marché

Les combustibles fossiles s'épuisent : 40 ans de réserves géologiques pour le pétrole, 70 ans pour le gaz, plus de 2 siècles pour le charbon. Mais le « Pic de Hubbert », point à partir duquel la production de combustibles fossiles va décliner, est imminent, alors que la consommation est en forte croissance. L'offre de pétrole devrait devenir déficitaire d'ici à 2015 (2020 pour le gaz), provoquant une flambée des prix.

La biosphère en danger

Il reste largement assez de pétrole et surtout de charbon pour déstabiliser le climat (voir fiche « changements climatiques »). L'extraction des huiles lourdes (sables bitumineux etc.) est dévastatrice pour l'environnement. L'exploitation inconsidérée des biocarburants ou de la biomasse pourrait aussi accélérer la dégradation des sols, la disparition des forêts et de la biodiversité.

Des gaspillages colossaux

Les deux tiers de l'énergie produite est perdue. Un yaourt aux fraises parcourt 9115 km avant d'arriver sur notre table. Nous sommes contraints d'utiliser des systèmes énergétiques voraces pour accomplir les actes les plus simples de la vie ordinaire : se vêtir, rencontrer ses ami(e)s, se nourrir etc. L'économie actuelle n'a de sens que si elle obtient une énergie quasi-gratuite et sans effet secondaire. Tel n'est plus le cas. Ces modes d'organisation représentent désormais une menace majeure pour les droits élémentaires des personnes et des peuples.

Des menaces sur la paix et sur la démocratie

Les combustibles fossiles sont concentrés au Moyen-Orient (pétrole), en Russie (gaz), en Chine (charbon) et en Amérique du Nord (huiles lourdes). Irons-nous faire la guerre pour récupérer les dernières gouttes de pétrole ? L'énergie atomique, apparue très tardivement et qui ne représente qu'une toute petite part de l'énergie commercialisée (4 % dans le monde et 15 % en France) est un risque majeur pour la sécurité et la démocratie (voir fiche « nucléaire »).

2. Ce que veulent les Amis de la Terre

Le pétrole est délicat à remplacer. Le charbon est lourd, difficile à transporter, et il émet des gaz à effet de serre. L'exploitation des huiles lourdes est très énergivore. La production d'hydrogène est dangereuse, a un très mauvais rendement. Le stockage reste difficile pour les usages mobiles.

Le droit à l'énergie

Tous les êtres humains ont le droit d'accéder à la quantité d'énergie qui leur est nécessaire pour vivre décemment.

Pour des sociétés pacifiques

Du fait des risques de conflit, l'usage global des combustibles fossiles doit être rapidement diminué dans les pays industrialisés. La filière électronucléaire doit être abandonnée. En France, il est impératif de diviser par quatre notre consommation d'énergie fossile d'ici à 2050. Pour vivre en harmonie avec la nature et avec les peuples, nous devons donc vivre avec moins d'énergie et tirer la plus grande partie de celle-ci directement ou indirectement du soleil.

L'efficacité énergétique

L'association negaWatt (www.negawatt.org) montre par exemple que la France peut réduire sa consommation de 50% et ses rejets de 75 % sans changement de style de vie. Pour cela, l'énergie doit être récupérée partout où c'est possible (méthane des décharges, cogénération, sous-produits de l'industrie...). L'énergie doit être produite et utilisée localement, ce qui suppose une organisation décentralisée. Les techniques les plus économes doivent être généralisées. Le scénario negaWatt, quoique timide, débouche sur des centaines de milliers d'emplois supplémentaires.

Utiliser l'abondance renouvelable

Les sources d'énergie renouvelable doivent subvenir à la majeure partie des besoins incompressibles. Solaire thermique et photovoltaïque, l'éolien, la biomasse peuvent assurer l'essentiel du chauffage, de l'eau chaude sanitaire, des consommations électriques. Les énergies renouvelables sont abondantes, les solutions sont là. Elles doivent être développées : biomasse « soutenable » (bois de feu renouvelé, biocarburants sans OGM ni pesticides), petites centrales hydrauliques (jusqu'à 10 MW), mécaniques et électriques, respectant les critères de la Commission Mondiale des Barrages, énergie géothermique, éolienne, solaire, énergie des vagues ou des marées. En 2025, 35 % au moins du total de l'énergie consommée en France devra provenir de ces sources.

Un mode de vie relocalisé

L'efficacité énergétique peut être contrebalancée par l'accroissement de la consommation (« effet rebond »), et les renouvelables peuvent être utilisées de manière déraisonnable (déforestation etc.). Pour que les biens et services obtenus par la division du travail soient compatibles avec l'égalité entre les personnes, la paix entre les peuples et l'harmonie avec la nature, l'économie doit être relocalisée. Les Amis de la Terre souhaitent que les régions développent leur autonomie écologique. Nous voulons un urbanisme au service du vélo et de la marche à pied, des services de proximité, des transports en commun (voir fiche « transports »), des logements bioclimatiques, un redéploiement de la vie rurale autour de l'agriculture biologique. Les transports sont un luxe coûteux qui doit être réservé à l'entretien de l'amitié entre les peuples et non à la production de gadgets.

3. Ce que font les Amis de la Terre pour y parvenir

Pour atteindre ces objectifs, les Amis de la Terre :

- participent aux débats sur l'énergie, ainsi lors de la Loi d'Orientation sur l'Energie en 2004;
- démocratisent les débats et interpellent décideurs et institutions, en organisant par exemple le « Vrai Débat sur l'Energie » (2004);
- proposent à tous les citoyens une contre-expertise sérieuse et argumentée et sensibilisent divers publics au moyen de numéros spéciaux de « La Baleine », des pages « énergie » du site web, de brochures et de documents (« 4 pages » sur les énergies renouvelables);
- dénoncent l'absurdité du recours à l'énergie nucléaire (livre sur Euratom), le comportement aberrant des entreprises et du gouvernement français à l'étranger (campagne Responsabilité des Acteurs Financiers);
- amplifient la voix de ceux qui partagent leurs objectifs au moyen de manifestations (à Bar-le-Duc contre le nucléaire etc.), d'actions parfois spectaculaires, de communiqués de presse ;
- encouragent les initiatives locales ;
- proposent des alternatives dans des instances et des structures de concertation ;
- mènent des recours juridiques si nécessaire.

Note : Voir aussi les positions des Amis de la Terre sur l'électronucléaire, sur la production et la consommation d'électricité et sur les agrocarburants.